



Guide sur les garanties judiciaires de l'inculpé détenu

Côte d'Ivoire

« Si le Code pénal peut rester la grande charte des malfaisants suivant l'expression bien connue, le Code de procédure pénale est quant à lui la Bible des innocents. Mais il ne s'intéresse pas qu'aux innocents, il veille également à ce que les personnes poursuivies soient traitées dignement lors des différentes phases de la procédure. »

Maître Nicolin Assogba

La FIACAT

La Fédération internationale de l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture, la FIACAT, est une organisation internationale non gouvernementale de défense des droits de l'homme, créée en 1987, qui lutte pour l'abolition de la torture et de la peine de mort. La Fédération regroupe une trentaine d'associations nationales, les ACAT, présentes sur quatre continents ; 15 sont actives en Afrique sub-saharienne.

La FIACAT représente ses membres auprès des organismes internationaux et régionaux

Elle bénéficie du Statut consultatif auprès des Nations Unies (ONU), du Statut participatif auprès du Conseil de l'Europe et du Statut d'Observateur auprès de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP). La FIACAT est également accréditée auprès des instances de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). En relayant les préoccupations de terrain de ses membres devant les instances internationales, la FIACAT vise l'adoption de recommandations pertinentes et leur mise en œuvre par les gouvernements. La FIACAT concourt à l'application des Conventions internationales de défense des droits de l'homme, à la prévention des actes de torture dans les lieux privés de liberté, à la lutte contre les disparitions forcées et au combat contre l'impunité. Elle participe également à la lutte contre la peine de mort en incitant les Etats à abolir cette disposition dans leur législation. Pour être encore mieux entendue, la FIACAT est membre-fondateur de plusieurs collectifs d'action, notamment la Coalition mondiale contre la peine de mort (WCADP), la Coalition des ONG Internationales contre la Torture (CI-NAT), la Coalition internationale contre les disparitions forcées (ICAED) et le Human Rights and Democracy Network (HRDN).

La FIACAT renforce les capacités de son réseau de trente ACAT

La FIACAT aide ses associations membres à se structurer. Elle soutient le processus qui fait des ACAT des acteurs de poids de la société civile, capables de sensibiliser l'opinion publique et d'avoir un impact sur les autorités de leur pays. Elle contribue à faire vivre le réseau en favorisant les échanges, en proposant des formations régionales ou internationales et des initiatives communes d'intervention. Ainsi, elle soutient les actions des ACAT et leur apporte un relais sur le plan international.

L'ACAT Côte d'Ivoire

L'ACAT Côte d'Ivoire a été créée en 1990. Elle est affiliée à la FIACAT depuis 1993. L'ACAT Côte d'Ivoire s'est donnée pour mission, de sensibiliser, d'éduquer, de former la population sur la thématique des droits de l'homme, et plus particulièrement sur l'abolition de la torture et de la peine de mort. Pour atteindre ces objectifs, l'ACAT Côte d'Ivoire veille à l'amélioration des conditions de détention en effectuant des visites régulières des prisons. L'ACAT Côte d'Ivoire documente également les cas de tortures et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et, par le biais de sa Fédération, alerte les mécanismes internationaux et régionaux de protection des droits de l'homme.

FIACAT

27, rue de Maubeuge - 75009 Paris - France
Tél. : +33 (0)1 42 80 01 60
Fax : +33 (0)1 42 80 20 89
Email : fiacat@fiacat.org

ACAT Côte d'Ivoire

s/c CARITAS - 01 BP 2590
Abidjan 01 - Côte d'Ivoire
Tél. : +225 22 00 22 55 / 05 09 23 05
Email : acat_ci2230@yahoo.fr

GUIDE SUR LES GARANTIES JUDICIAIRES DE L'INCULPE DETENU - COTE D'IVOIRE

Sommaire

L'interdiction de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants	2
Les références aux instruments internationaux et régionaux	2
Les références aux instruments nationaux	3
I. L'identification des cas de détention injustifiée	4
A. La situation judiciaire du détenu	4
B. Les délais légaux de détention préventive	5
C. La fiche « suivi du détenu »	5
II. Les recours possibles pour un détenu en situation de détention injustifiée	8
A. Les personnes ressources pour suivre le dossier des détenus	8
B. La mise en liberté provisoire	8
C. Le parcours juridique de l'inculpé	9
III. Les outils pratiques pour saisir les autorités compétentes : lettres types à compléter et envoyer selon la situation de l'inculpé	10
A. Les situations les plus fréquemment rencontrées	10
B. Les courriers à présenter aux autorités compétentes	10
Annexes	12

Sous la direction de :

Lionel GRASSY / Nicolas HUET /
Paul ANGAMAN / Sabrina BIGNIER

Avec la participation de :

Maître Marie Berthe TIEMELE-ADJO /
Maître Théodore-Philippe BOMISSO

Remerciements :

A l'ensemble des participants à l'atelier
de validation du guide : personnel pénitencier
et judiciaire, membres de l'ACAT
Côte d'Ivoire et d'autres organisations
de la société civile.

L'interdiction de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

Les références aux instruments internationaux et régionaux

Déclaration universelle des droits de l'homme du 10 décembre 1948

Article 5

« Nul ne sera soumis à la torture, à des traitements cruels, inhumains ou dégradants. »

Convention des Nations-Unies contre la torture adoptée le 10 décembre 1984

Article 1^{er}

1. « Aux fins de la présente Convention, le terme torture désigne tout acte par lequel une douleur ou des souffrances aiguës, physiques ou mentales, sont intentionnellement infligées à une personne aux fins notamment d'obtenir d'elle ou d'une tierce personne des renseignements ou des aveux, de la punir d'un acte qu'elle ou une tierce personne a commis ou est soupçonnée d'avoir commis, de l'intimider ou de faire pression sur elle ou d'intimider ou de faire pression sur une tierce personne, ou pour tout autre motif fondé sur une forme de discrimination quelle qu'elle soit, lorsqu'une telle douleur ou de telles souffrances sont infligées par un agent de la fonction publique ou toute autre personne agissant à titre officiel ou à son instigation ou avec son consentement exprès ou tacite. Ce terme ne s'étend pas à la douleur ou aux souffrances résultant uniquement de sanctions légitimes, inhérentes à ces sanctions ou occasionnées par elles.

2. Cet article est sans préjudice de tout instrument international ou de toute loi nationale qui contient ou peut contenir des dispositions de portée plus large. »

Article 2

1. « Tout Etat partie prend des mesures législatives, administratives, judiciaires et autres mesures efficaces pour empêcher que des actes de torture soient commis dans tout territoire sous sa juridiction. »

Article 16

1. « Tout Etat partie s'engage à interdire dans tout territoire sous sa juridiction d'autres actes constitutifs de peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants qui ne sont pas des actes de torture telle qu'elle est définie à l'article premier lorsque de tels actes sont commis par un agent de la fonction publique ou toute autre personne agissant à titre officiel, ou à son instigation ou avec son consentement exprès ou tacite. »

Principes fondamentaux relatifs au traitement des détenus adoptés le 14 décembre 1990 par l'Assemblée générale des Nations-Unies

« (...) Sauf pour ce qui est des limitations qui sont évidemment rendues nécessaires par leur incarcération, tous les détenus doivent continuer à jouir des droits de l'homme et des libertés fondamentales énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et, lorsque l'Etat concerné y est partie, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et le Protocole facultatif qui l'accompagne, ainsi que de tous les autres droits énoncés dans d'autres pactes des Nations Unies (...). »

Charte africaine des droits de l'homme et des peuples adoptée le 27 juin 1981

Article 5

1. « *Tout individu a droit au respect de la dignité inhérente à la personne humaine et à la reconnaissance de sa personnalité juridique. Toutes formes d'exploitation et d'avilissement de l'homme notamment (...) la torture physique ou morale, et les peines ou les traitements cruels, inhumains ou dégradants sont interdites.* »

Les références aux instruments nationaux

La Constitution ivoirienne du 1er août 2000, reconnaît aux individus les droits et libertés qu'ils exercent sous le contrôle de l'autorité judiciaire, sur laquelle repose la responsabilité de sauvegarder les libertés individuelles et d'assurer le respect des droits fondamentaux dans les conditions prévues par la loi.

La Côte d'Ivoire dispose d'un corps juridique normatif capable d'offrir à la société un minimum de protection et les garanties propres à un État de droit. La Côte d'Ivoire a ratifié plusieurs instruments internationaux en matière de droits de l'homme : ensemble normatif dont la prééminence hiérarchique sur le droit interne est également consacrée par la Constitution, dont l'art. 87 prévoit que « *Les Traités ou Accords régulièrement ratifiés ont, dès leur publication, une autorité supérieure à celle des lois, sous réserve, pour chaque Traité ou Accord, de son application par l'autre partie.* »

Le Préambule de cette Constitution proclame l'adhésion aux droits et libertés tels que définis dans la Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH) de 1948 et dans la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples de 1981. La Constitution en vigueur consacre également les droits et libertés fondamentales, portant sur les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels. L'État s'engage à prendre des mesures législatives ou réglementaires pour en assurer l'application effective. Par ailleurs, la législation en vigueur reconnaît le droit à toute personne victime de violation de ses droits de recourir à la justice dans le cadre des mécanismes de protection des droits du citoyen de Côte d'Ivoire.

Article 3 de la Constitution ivoirienne

« *Sont interdits et punis par la loi, l'esclavage, le travail forcé, les traitements inhumains et cruels, dégradants et humiliants, la torture physique ou morale, les violences physiques et les mutilations et toutes les formes d'avilissement de l'être humain.* »

Cependant, aucune disposition du Code pénal ivoirien ne définit explicitement la torture ni ne la criminalise. La torture ne constitue qu'une circonstance aggravante.

Cette absence de définition vide de son sens l'interdiction de la torture prévue par la Constitution et ne permet pas de sanctionner le caractère particulièrement grave de ce crime et de prévenir son occurrence.

En Côte d'Ivoire, on constate un recours excessif à l'utilisation de la détention provisoire exposant un nombre croissant de personnes au risque d'être torturé.

Parce que la liberté est la règle et la détention l'exception cette mesure doit être strictement encadrée pour éviter les peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

La privation de liberté ne doit pas porter atteinte aux autres droits dont bénéficie tout citoyen.

Cette garantie est d'ailleurs consacrée par le Code de procédure pénale ivoirien (CPP) en son Article 137 :

« *La liberté est de droit, la détention préventive une mesure exceptionnelle (...).* »

I. L'identification des cas de détention injustifiée

La détention préventive est l'emprisonnement ordonné par le juge d'instruction dans le cadre d'une procédure d'information ouverte contre un individu du chef d'infraction à la loi pénale. Elle intervient à un moment où les indices et les charges ne sont pas réunis puisque la procédure peut s'achever par une décision de non-lieu rendue en faveur de l'inculpé. C'est en cela qu'elle constitue une entorse à la présomption d'innocence. L'atteinte à la liberté individuelle qu'elle entraîne est très grave parce qu'elle est quelques fois anormalement longue et occasionne des abus certains.

Article 120 CPP : « Le Juge d'instruction peut, selon les cas, décerner mandat de comparution, d'amener, de dépôt ou d'arrêt.

Le mandat de comparution a pour objet de mettre l'inculpé en demeure de se présenter devant le juge à la date et à l'heure indiquées par ce mandat.

Le mandat d'amener est l'ordre donné par le juge à la force publique de conduire immédiatement l'inculpé devant lui.

Le mandat de dépôt est l'ordre donné par le juge au surveillant-chef de la maison d'arrêt de recevoir et de détenir l'inculpé. Ce mandat permet également de rechercher ou de transférer l'inculpé lorsqu'il lui a été précédemment notifié.

Le mandat d'arrêt est l'ordre donné à la force publique de rechercher l'inculpé et de le conduire à la maison d'arrêt indiquée sur le mandat, où il sera reçu et détenu. »

A. La situation judiciaire du détenu

Le détenu : personne en situation de privation de liberté admise dans un établissement pénitentiaire. Rentrent ainsi dans cette catégorie :

- les personnes incarcérées (hommes, femmes, mineurs) à titre préventif et en attente de jugement ;
- les personnes condamnées par les tribunaux.

Mis en cause : toute personne contre qui il existe des indices graves ou concordants laissant présumer qu'elle a participé à la commission d'une infraction. S'entend également d'une personne visée par la plainte de la victime d'une infraction pénale ou par un témoin et contre laquelle il existe des indices rendant vraisemblables qu'elle ait participé à la commission de l'infraction dont est saisi un juge d'instruction.

Inculpé : mis en cause à qui le Juge en charge de l'instruction notifie qu'il est présumé d'avoir participé à une infraction.

Prévenu : toute personne qui doit comparaître devant une juridiction de jugement pour répondre d'une infraction qualifiée de délit.

Accusé : toute personne qui doit comparaître devant une juridiction de jugement (Cour d'assises) pour répondre d'une infraction qualifiée de crime.

Condamné : toute personne qui à l'issue du déroulement du procès a fait l'objet d'une peine restrictive de liberté assortie d'une sanction pécuniaire ou de l'une de ces peines seulement.

Visite des prisons¹ : c'est l'accès des prisons aux proches, amis, avocats du détenu et également celle menée par l'ensemble des autorités judiciaires, administratives, des associations religieuses, caritatives ou autres et des mécanismes internationaux, régionaux et nationaux habilités à visiter les lieux de détention. Elle garantit le respect des droits des détenus et le maintien du contact avec le monde extérieur.

B. Les délais légaux de détention préventive²

Outil d'identification des cas de détention abusive : le registre d'écrou

Registre d'écrou : « L'établissement et le maintien d'un registre officiel des personnes privées de liberté est la condition préalable essentielle à tout contrôle externe du traitement des détenus. La Convention des Nations Unies sur les disparitions forcées requiert des États parties qu'ils veillent à ce qu'un registre officiel des personnes privées de liberté soit tenu à jour et à ce qu'il comprenne des informations sur l'identité de la personne privée de liberté : la date, l'heure et le lieu de détention et l'autorité qui a procédé à la privation de liberté, les éléments relatifs à l'état de santé de la personne privée de liberté, ainsi que la date de la libération ou du transfert vers un autre lieu de détention. Étant donné que la torture est souvent pratiquée pendant la mise au secret, un registre d'écrou est un outil très efficace pour prévenir la mise au secret et donc prévenir la torture. » Manfred Nowak, Rapporteur spécial des Nations Unies sur la torture de 2004 à 2010.

L'article 684 du Code de procédure pénale consacre cette garantie en disposant que « tout établissement pénitentiaire est pourvu d'un registre d'écrou (...) »

L'instruction

Lorsqu'un individu fait l'objet d'une mesure privative de liberté, un certain nombre de règles doivent être observées.

En procédure pénale ivoirienne, l'information judiciaire correspond à l'instruction de l'affaire de façon à mener une enquête et permettre de rendre une décision de justice.

Cette instruction souffre d'ailleurs de différentes modalités procédurales selon le type d'infractions mises à la charge de l'inculpé. En matière criminelle l'instruction est obligatoire. Sauf dispositions spéciales elle est facultative en matière délictuelle.

L'inculpé saisi en vertu d'un mandat d'arrêt est conduit sans délai dans la maison d'arrêt indiquée sur le mandat, sous réserve des dispositions de l'article 133, alinéa 2 CPP « Dans les quarante-huit heures de l'incarcération de l'inculpé, il est procédé à son interrogatoire. A défaut et à expiration de ce délai, les dispositions des articles 124 (al. 3) et 125 sont applicables. »

1 - Voir annexe 1 : charte d'éthique des bénévoles

2 - Voir Annexe 2 : tableau des délais de détention préventive des principaux crimes et délits en CI

Article 124 CPP : « Le Juge d'instruction interroge immédiatement l'inculpé qui fait l'objet d'un mandat de comparution. Il est procédé dans les mêmes conditions à l'interrogatoire de l'inculpé arrêté en vertu d'un mandat d'amener ; toutefois, si l'interrogatoire ne peut être immédiat, l'inculpé est conduit dans la maison d'arrêt où il ne peut être détenu plus de quarante-huit (48) heures.

A l'expiration de ce délai, il est conduit d'office, par les soins du surveillant-chef, devant le Procureur de la République qui requiert le Juge d'instruction, ou à son défaut, le Président du Tribunal ou un juge désigné par celui-ci, de procéder immédiatement à l'interrogatoire, à défaut de quoi l'inculpé est mis en liberté. »

Article 125 CPP : « Tout inculpé arrêté en vertu d'un mandat d'amener, qui a été maintenu pendant plus de quarante-huit (48) heures dans la maison d'arrêt sans avoir été interrogé, est considéré comme arbitrairement détenu. Tous magistrats ou fonctionnaires qui ont ordonné ou sciemment toléré cette détention arbitraire sont punis des peines portées aux articles 219 et 220 du Code Pénal. »

A l'expiration de ce délai, il est conduit d'office par les soins du Régisseur devant le Procureur de la République qui requiert au Juge d'instruction, ou à défaut au Président du Tribunal ou à un juge désigné, de procéder immédiatement à l'interrogatoire, à défaut de quoi l'inculpé est remis en liberté.

Article 138 CPP : « En matière correctionnelle, lorsque le maximum de la peine prévue par la loi est inférieur à six (6) mois d'emprisonnement, l'inculpé domicilié en Côte d'Ivoire ne peut être détenu plus de cinq (5) jours après sa première comparution devant le Juge d'instruction s'il n'a pas été déjà condamné soit pour un crime, soit à un emprisonnement de plus de trois mois sans sursis pour délit de droit commun. Dans tous les autres cas, en matière correctionnelle et en matière criminelle, l'inculpé ne peut être détenu respectivement plus de six (6) mois et plus de dix-huit (18) mois.

Toutefois, les dispositions visées aux alinéas 1 et 2 ci-dessus ne s'appliquent pas aux crimes de sang, aux vols avec les circonstances prévues aux articles 394, 395 et 396 du Code pénal, trafics de stupéfiants, attentats aux mœurs, évasions, détournements de deniers publics ainsi qu'aux atteintes contre les biens commises avec les circonstances prévues à l'article 110 du Code pénal.

Dans tous ces cas, la détention préventive est prononcée pour une durée de quatre (4) mois. Passé ce délai, si la détention apparaît encore nécessaire, le Juge d'instruction peut la prolonger par une ordonnance spécialement motivée, rendue sur les réquisitions également motivées du Procureur de la République. Chaque prolongation ne peut être prescrite pour une durée de plus de quatre mois.

Lorsque l'instruction est diligentée par un juge de section de Tribunal, ce magistrat statue sur la prolongation de la détention préventive sans solliciter l'avis du Procureur de la République. Le Juge d'instruction doit à l'issue de ces délais, ordonner la mise en liberté provisoire de l'inculpé. »

Dans cet article, il n'est aucunement fait mention d'une limite au renouvellement. Cela laisse entendre alors que le Juge ou l'autorité compétente peut renouveler indéfiniment la mise en détention provisoire, qui s'avère parfois durable et dans ces cas-là assimilable à une peine, ce qui vient contredire le principe de droit international qu'est la reconnaissance de la présomption d'innocence.

Le Juge d'instruction doit à l'issue de ces délais ordonner la mise en liberté provisoire de l'inculpé.

Article 139 CPP : « *En cas d'inobservation par le Juge d'instruction des délais susvisés (art 138 CPP), l'inculpé est en détention injustifiée. La faculté de saisir directement la Chambre d'accusation aux fins de la mise en liberté provisoire d'office de l'inculpé, appartient à l'inculpé, à son conseil et au Ministère public. La Chambre d'accusation doit statuer sur les réquisitions écrites du Procureur général, dans le mois suivant sa saisine.* »

Les délais susvisés dépassés, l'inculpé, son conseil (avocat,...) ou le Ministère public (le Procureur et ses substituts) peuvent saisir directement la Chambre d'accusation.

L'inculpé peut également passer par le service d'assistance sociale ou le Régisseur pour saisir la Chambre d'accusation.

C. La fiche « suivi du détenu »³

La fiche de « suivi du détenu » est un outil pratique qui doit permettre aux bénévoles dans les strictes limites de leur mandat d'auditionner les détenus.



3 - Voir annexe 3 : fiche de suivi du détenu

II. Les recours possibles pour un détenu en situation de détention injustifiée

A. Les personnes ressources pour suivre le dossier des détenus

Régisseur : agent de l'Administration pénitentiaire placé à la tête d'un centre de détention (maison d'arrêt, maison de correction). Il est connu sous la désignation de Surveillant-chef dans la législation ivoirienne.

Juge d'instruction : magistrat du siège ayant qualité d'Officier de police judiciaire (OPJ) chargé de procéder à des actes d'investigation au cours d'informations ouvertes sur réquisitoire introductif du Procureur de la République. Il constitue la juridiction d'instruction de premier degré.

Procureur : magistrat du parquet ayant qualité d'Officier de police judiciaire chargé de procéder ou faire procéder aux actes nécessaires à la recherche et à la poursuite des infractions à la loi pénale, de recevoir les plaintes et dénonciations.

Chambre d'Accusation : juridiction d'instruction de second degré.

Personnels de l'administration pénitentiaire : ensemble de personnes travaillant au sein de l'établissement pénitentiaire dans le but d'assurer la surveillance, le traitement des détenus et la gestion de leur dossier.

B. La mise en liberté provisoire

A tout moment l'inculpé, son conseil et le Ministère public peuvent saisir directement la Chambre d'accusation aux fins de sa mise en liberté provisoire d'office.

Dès lors le Juge d'instruction doit statuer, par ordonnance spécialement motivée, au plus tard dans les cinq (5) jours à compter de la réception de la demande.

Lorsqu'il y a une partie civile, l'ordonnance du Juge d'instruction ne peut intervenir que trois (3) jours après la notification ou l'envoi de la lettre recommandée à cette partie civile qui peut présenter des observations.

Faute par le Juge d'instruction d'avoir statué dans les délais susvisés, l'inculpé peut saisir directement de sa demande la Chambre d'accusation qui, sur les réquisitions écrites et motivées du Procureur général, se prononce dans les quinze (15) jours de la réception de cette demande, faute de quoi l'inculpé est mis d'office en liberté provisoire, sauf si des vérifications concernant sa demande ont été ordonnées. Le droit de saisir dans les mêmes conditions la Chambre d'accusation appartient également au Procureur de la République.

Le Procureur général peut, sur réquisition spécialement motivée, s'opposer à la mise en liberté provisoire de l'inculpé pour des nécessités impérieuses d'enquête. (Article 140 CPP)

Dans ce cas, la Chambre doit statuer dans un délai de huit (8) jours, faute de quoi, l'inculpé est mis d'office en liberté.

Si l'inculpé est maintenu en détention, sa détention ne peut faire l'objet d'une prolongation au-delà de quatre mois à compter de l'expiration des délais visés à l'article 138 CPP ci-dessus.

En toute matière, la mise en liberté provisoire peut être ordonnée d'office par le Juge d'instruction après avis du Procureur de la République, le Procureur de la République peut également la requérir à tout moment. Le Juge d'instruction statue dans le délai de cinq jours à compter de la date de ces réquisitions.

C. Le parcours juridique de l'inculpé

Schéma 1 : Ouverture d'une information judiciaire sans plainte

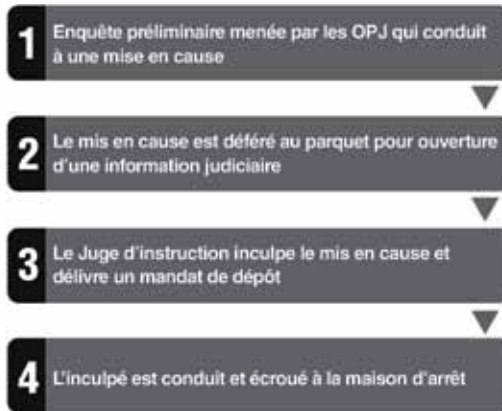
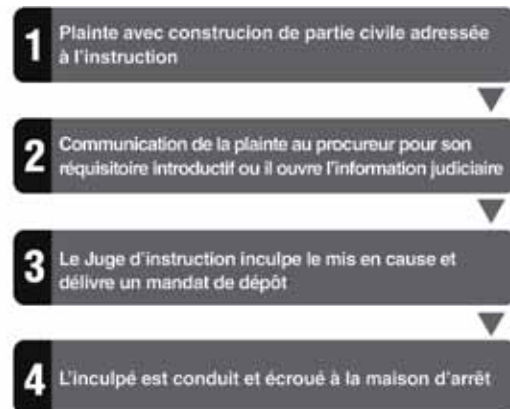


Schéma 2 : Ouverture d'une information judiciaire avec dépôt de plainte



III. Les outils pratiques pour saisir les autorités compétentes : lettres types à compléter et envoyer selon la situation de l'inculpé

A. Les situations les plus fréquemment rencontrées

1. Détenu inculpé et non entendu au fond dont la détention est prolongée
2. Transfèrement de l'inculpé dans une autre maison d'arrêt dont les détentions ne sont pas prolongées
3. Inculpés dont les dossiers sont inexistant

B. Les courriers à présenter aux autorités compétentes

1. Demande d'interrogatoire au fond et de mise en liberté provisoire au Juge d'instruction

Monsieur le Juge d'instruction
1er cabinet d'instruction
Tribunal de première instance de (ville)

Aff : Monsieur XXX
c/
Ministère public

Proc. n°XXX

Objet : Demande d'interrogatoire au fond et de mise en liberté provisoire

J'ai l'honneur d'exposer à votre autorité la situation du détenu (indiquer le nom de l'individu) inculpé des faits de (indiquer la nature de l'infraction), sous mandat d'arrêt du (date).

Monsieur (indiquer le nom de l'individu) a été inculpé le (date), sa détention a été prolongée plusieurs fois. Cependant, il n'a pas encore été entendu au fond. Je vous prie de bien vouloir procéder à votre convenance à l'interrogatoire et sa mise en liberté provisoire.

Dans cette attente, je vous prie d'agréer, Monsieur le Juge d'instruction, l'expression de ma sincère considération.

Signature

Ampliation au Procureur de la République et au Président de la Chambre d'accusation

2. Demande de mise en liberté provisoire au Directeur des affaires pénitentiaires

Monsieur le Directeur des affaires pénitentiaires
de _____ (ville)

Aff : Monsieur XXX
c/
Ministère public

Proc. n°XXX

Objet : Demande de mise en liberté provisoire

Monsieur le Directeur,

J'ai l'honneur d'exposer à votre autorité la situation du détenu _____ (indiquer nom de l'individu) inculpé des faits de _____ (indiquer la nature de l'infraction), sous mandat de dépôt du _____ (date).

Monsieur _____ (indiquer le nom de l'individu) a été inculpé le _____ (date), et transféré à _____ (ville). Cependant sa détention n'a pas fait l'objet de prolongation. Je vous prie de bien vouloir faire ordonner sa mise en liberté provisoire.

Dans cette attente, je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma sincère considération.

Signature

Ampliation au Procureur de la République et au Président de la Chambre d'accusation

3. Demande de reconstitution du dossier de l'inculpé au Juge d'instruction

Monsieur le Juge d'instruction
1er cabinet d'instruction
Tribunal de première instance de _____ (ville)

Aff : Monsieur XXX
c/
Ministère public

Proc. n°XXX

Objet : Demande de reconstitution du dossier de l'inculpé

J'ai l'honneur de vous informer de l'existence du dossier de _____ (indiquer le nom de l'individu) sous mandat de dépôt _____ (indiquer le numéro du mandat), en date du _____ (date), détenu à la prison de _____ (indiquer le lieu de détention).

Je sollicite de votre haute bienveillance afin d'effectuer les recherches nécessaires à la reconstitution du dossier de Monsieur ou Madame _____ (indiquer le nom de l'individu)

Dans cette attente, je vous prie d'agréer, Monsieur le Juge d'instruction, l'expression de ma sincère considération.

Signature

Ampliation au Procureur de la République et au Président de la Chambre d'accusation

Annexe 1

Charte d'éthique des bénévoles

- Le bénévolat est une activité non rémunérée et librement choisie qui s'exerce en général au sein d'une institution sans but lucratif (ISBL) : association, organisation non gouvernementale (ONG), syndicat ou structure publique. Celui ou celle qui s'adonne au bénévolat est appelé « *bénévole* ». L'étymologie du mot vient du latin « *benevolus* » qui signifie « *bonne volonté* ».
- Se sentir utile et faire quelque chose pour autrui est le moteur des bénévoles, lesquels s'impliquent dans des domaines d'activités aussi divers que le sport, la culture ou les loisirs, l'humanitaire, la santé, l'action sociale, la défense des droits de l'homme, la défense de l'environnement et de la biodiversité ou encore l'éducation.
- Un bénévole n'est pas un avocat, ni un défenseur du prisonnier : il n'est pas un démarcheur judiciaire ni un démarcheur de client pour les avocats partenaires.
- La mission du bénévole est d'identifier en lien avec les engagements internationaux en matière de droits de l'homme et les textes nationaux (Code pénal et du Code de procédure pénale...) les détentions qui dépassent les délais légaux. Elle est également d'évaluer les conditions de vie des détenus au regard des instruments internationaux relatifs aux droits des détenus ratifiés par l'Etat de Côte d'Ivoire et proposer de meilleurs outils pour humaniser les prisons.
- Le bénévole ne doit jamais être un moyen de transmission de messages entre le prisonnier et les acteurs de la justice. Il est un accompagnateur éducatif du prisonnier. Il n'est pas un professeur de droit mais un ami qui écoute et soulage un prisonnier oublié parfois dans les labyrinthes de la machine judiciaire.
- Le bénévole, après avoir constaté une détention excessive ou abusive, relève tous les éléments, se réfèrent à l'avocat référent qui vérifie lesdits éléments et c'est l'avocat, en étroite collaboration avec le coordonnateur du projet, qui décide de la démarche à suivre pour que la violation des droits du ou desdits prisonniers soient réparés.
- En aucun cas, un bénévole ne doit rencontrer un acteur de la justice du tribunal pour évoquer la procédure d'un détenu.
Le visiteur bénévole a l'interdiction :
 - d'être référent dans un projet de plan de peine ;
 - d'accompagner un détenu en conduite ;
 - d'accueillir un détenu durant ses congés ou après la peine ;
 - d'accepter tout cadeau des détenus.

En conséquence, il se limite à des entretiens, dans le respect de sa personnalité et de ses compétences.

Le visiteur bénévole doit informer immédiatement la Direction de l'administration pénitentiaire si les faits suivants lui sont communiqués :

- mise en danger de la vie d'autrui ou la sienne ;
 - projets d'évasion ;
 - délits non dévoilés jusqu'ici.
- Chaque bénévole peut en tout temps demander un entretien à la direction du projet pour être entendu, écouté ou pour parler d'un problème particulier rencontré avec un détenu. Cette séance doit faire l'objet d'un rapport écrit.
- En tout temps, le Conseil d'administration de l'association dont dépend le bénévole peut le convoquer pour une évaluation.
- Le bénévole n'est pas tenu par le secret professionnel, mais par le devoir de discrétion.
- Toute correspondance entre le bénévole et le détenu doit transiter par l'Administration pénitentiaire dans le strict respect du règlement intérieur de la prison. En aucun cas, le bénévole ne donne ses coordonnées (adresse + numéro de téléphone) au détenu.
- Les colis, lettres ou documents ne doivent ni entrer ni sortir par l'intermédiaire du bénévole. Par ailleurs, il ne lui est pas possible d'envoyer des colis par l'intermédiaire de l'établissement pénitentiaire.
- Le visiteur est libre de mettre fin sans délai à ce bénévolat en avertissant son association, puis le détenu lors d'une dernière rencontre.

Dans le cadre de cette activité bénévole, aucune prise en charge n'est prévue ; elle est totalement gratuite.

Le membre visiteur s'engage par la signature de la présente Charte à respecter scrupuleusement les points énoncés ci-dessus. En cas de non-respect, le visiteur pourra être exclu du groupe sans exclusion des éventuelles poursuites judiciaires.

Annexe 2

Tableau récapitulatif des délais de détention préventive des principaux crimes et délits en République de Côte d'Ivoire

N°	Dispositions légales	Infractions	Maximum de la détention provisoire prévue par le CPP
1	164 CP	Bandes armées	18 mois non renouvelables
2	165 CP	Participation à bandes armées	6 mois non renouvelables
3	166 CP, 167 al. 1 CP	Participation à un mouvement insurrectionnel	6 mois non renouvelables
4	167 al. 2 CP 168 CP	Autres crimes liés à la participation à un mouvement insurrectionnel	18 mois non renouvelables
5	169 CP 170CP, 171 CP, 172CP, 173 CP, 174 CP, 175 CP	Atteinte à l'ordre public	6 mois non renouvelables
6	180 CP, 181 CP, 182 CP	Attroupements	6 mois non renouvelables
7	183 CP, 184 CP	Manifestations	6 mois non renouvelables
8	185 CP	Perturbation de réunion et d'assemblée	6 mois non renouvelables
9	186 CP, 187 CP	Association de malfaiteur	6 mois non renouvelables
10	225 CP, 228 CP	Détournement et soustraction de deniers et titres publics dont la somme est inférieure à 25 000 000 f CFA	6 mois non renouvelables
11	225/110 CP	Détournement et soustraction de deniers publics dont la somme est égale ou supérieure à 25 000 000 f CFA	4 mois renouvelables
12	265 CP	Evasion	4 mois renouvelables
13	281 CP, 282 CP, 283 CP	Faux en écriture publique et usage de faux	6 mois non renouvelables
14	299 CP, 300 CP, 302 CP, 303 CP, 304 CP	Faux témoignages	6 mois non renouvelables

15	343 CP	Assassinat, Parricide, Empoisonnement	4 mois renouvelables
16	343 CP	Castration, Stérilisation	18 mois non renouvelables
17	344 CP	Meurtre	4 mois renouvelables
18	345 al. 1(2°) CP, 345 al. 1(3°) CP, 345 al. 1(4°) CP, 346 al. 1(3°) CP, 346 al. 1(4°) CP	Coups et blessures volontaires	6 mois non renouvelables
19	345 al. 1(1°) CP	Coups mortels	4 mois renouvelables
20	346 al. 1(1°) CP	Coups et blessures volontaires occasionnant la mort du père ou mère ou des parents adoptifs de l'auteur ou de ses ascendants	4 mois renouvelables
21	353 CP	Homicide et blessures involontaires	6 mois non renouvelables
22	354 CP	Viol	4 mois renouvelables
23	355 CP, 356 CP, 357 CP	Attentat à la pudeur, Harcèlement sexuel	4 mois renouvelables
24	358 CP	Acte impudique ou contre nature avec mineur de son sexe	4 mois renouvelables
25	360 CP	Outrage public à la pudeur	4 mois renouvelables
26	361 CP	Infanticide	4 mois renouvelables
27	373 CP, 374 CP, 375 CP, 376 CP, 377 CP, 378 CP, 379 CP	Atteintes à la liberté individuelle	6 mois non renouvelables
28	380 CP	Menaces	6 mois non renouvelables
29	393 CP	Vol simple	6 mois non renouvelables
30	393/110 CP	Vol simple portant sur des choses d'une valeur supérieure ou égale à 25 000 000 f CFA	4 mois renouvelable
31	394 CP, 395 CP	Vol aggravé	4 mois renouvelables

32	401 CP	Abus de confiance	6 mois non renouvelables
33	402 CP	Détournements	6 mois non renouvelables
34	403 CP	Escroquerie	6 mois non renouvelables
35	414 CP	Recel	6 mois non renouvelables
36	414/110 CP	Recel de choses dont la valeur est supérieur ou égale à 25 000 000 f CFA	4 mois renouvelables
37	423 CP, 424 CP, 425 al. 1 CP, 426 CP, 428 CP, 429 CP, 430 CP, 431 CP	Incendies et destructions volontaires d'objets.	6 mois non renouvelables
38	425 al. 2 CP	Incendies et destructions volontaires d'objets occasionnant la mort ou provoquant une maladie ou une infirmité permanente	18 mois non renouvelables
39	423/110 CP, 424/110 CP, 425/110 CP, 426/110 CP, 428/110 CP, 429/110 CP, 430/110 CP, 431/110 CP	Incendies et destructions volontaires d'objets dont la valeur est supérieur ou égale à 25 000 000 f CFA.	4 mois renouvelables
40	1loi 88-686	Vente de stupéfiants, détention illi-cite de stupéfiants en vue de la vente de stupéfiants	4 mois renouvelables
		Infraction en matière d'usage illicite	6 mois non renouvelables
41	2loi 88-686	Culture et production de stupéfiants	4 mois renouvelables
		Infraction en matière d'usage illicite de stupéfiants	6 mois non renouvelables
42	1loi98-749 2loi98-749 3loi98-749 4loi98-749 5loi98-749 6loi98-749 7loi98-749 9loi98-749 10loi98-749 11loi98-749	Infractions à la réglementions sur les armes	6 mois non renouvelables
43	401/110 CP, 402/110 CP	Détournement portant sur des choses d'une valeur supérieure ou égale à 25 000 000 f CFA.	4 mois renouvelables

Annexe 3

Fiche de suivi des détenus



FICHE DE SUIVI DES DETENUS



Dossier n° écrou
Code du bénévole chargé du dossier
n°

I - Identification

Nom : Prénoms :
Date et lieu de naissance : Nationalité :

II - Contacts

Personne à contacter :
Téléphone : Mail :

III - Instruction

Lieu d'arrestation :
Motif d'arrestation :

Avez-vous été placé en garde à vue ? Durant combien de temps ?

Lieu de détention préventive :

Pendant l'audition en garde vue :

Avez-vous été bien traité ?

Si non, par qui ?

Décrivez le traitement subi :

Avez-vous été entendu par un juge instructeur ?

Avez-vous eu droit à un avocat pour vous assister ?

Pendant la garde à vue Pendant votre jugement

IV - Situation carcérale du détenu

Date d'entrée à la prison civile de :

Qualité : Prévenu(e) Condamné(e) Sous astreinte Mineur Autre

Description de la condition de vie :

V - Suivi du dossier

Qui suit votre dossier ? Nom et prénom(s) :

Contacts tel et mail :

Profession :

Nature du lien :

Depuis votre arrivée en prison, avez-vous été entendu par le juge d'instruction ou quelqu'un d'autre du tribunal ?
(Préciser sa fonction)

Combien de fois ?

Avez-vous reçu la visite du procureur ou de quelqu'un d'autre du tribunal ou autre ?

Combien de fois ?

Avez-vous fait appel ?

Pourquoi ?

A quel stade se trouve votre dossier ?

Observations conclusives :

Guide sur les garanties judiciaires de l'inculpé détenu - Côte d'Ivoire

Destiné aux professions judiciaires, au personnel pénitentiaire, aux intervenants en milieu carcéral (membres d'organisations de la société civile, travailleurs sociaux, religieux), et à tous les citoyens s'interrogeant sur les droits du prisonnier, ce document décrit l'intégralité du parcours d'un détenu depuis son inculpation par le juge d'instruction jusqu'à sa mise en liberté. Véritable outil de défense des personnes détenues contre l'inapplication de la loi, ce guide est l'outil indispensable à toute personne reliée de près ou de loin au monde carcéral.



République fédérale d'Allemagne
Ministère des Affaires étrangères

otto
8per
mille
CHIESA VALDESE
UNIONE DELLE CHIESE METODISTE E VALDESI

Ce document a été réalisé avec l'aide financière du Ministère des Affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne et de la Tavola Valdese. Le contenu de ce document relève de la seule responsabilité de la FIACAT et de l'ACAT Côte d'Ivoire et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position du Ministère des Affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne ou de la Tavola Valdese.

FIACAT

27, rue de Maubeuge - 75009 Paris - France
Tél. : +33 (0)1 42 80 01 60
Fax : +33 (0)1 42 80 20 89
Email : fiacat@fiacat.org

ACAT Côte d'Ivoire

s/c CARITAS - 01 BP 2590
Abidjan 01 (Côte d'Ivoire)
Tél : +225 22 00 22 55 / 05 09 23 05
Email : acat_ci2230@yahoo.fr